



CHAPITRE 144

LOI CONCERNANT LA VITESSE DES CHEVAUX ET DES VOITURES SUR CERTAINS CHEMINS ET SUR LES PONTS À PÉAGES

CHAPTER 144

AN ACT RESPECTING THE SPEED OF HORSES AND VEHICLES UPON CER- TAIN ROADS AND UPON TOLL BRIDGES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la vitesse sur certains chemins et ponts*. S. R. 1925, c. 115, a. 1.

1. This act may be cited as the *Road and Bridge Speed Act*. R. S. 1925, c. 115, s. 1. Short title.

Vitesse
des che-
vaux.

2. Nul ne doit aller à cheval ni conduire un cheval sur les grands chemins publics, dans un rayon de dix milles de l'une ou l'autre des cités de Québec, de Montréal et des Trois-Rivières, plus vite qu'au trot ordinaire. S. R. 1925, c. 115, a. 2.

2. No person shall ride or drive any horse upon any of the public highways, within ten miles from either of the cities of Quebec, Montreal or Trois-Rivières, at a rate faster than an ordinary trot. R. S. 1925, c. 115, s. 2; 1 Geo. VI, c. 106, s. 1. Speed of horses.

Contra-
vention.

3. Quiconque est convaincu d'une contravention à l'article 2, devant un ou plusieurs des juges de paix pour le district dans lequel la contravention a été commise, sur le serment d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi, ou aux vu et su de ces juges de paix, encourt une amende de quatre à vingt dollars, à la discrétion de tels juges de paix, ainsi que tous les frais raisonnables encourus tant avant qu'après la condamnation. S. R. 1925, c. 115, a. 3.

3. Any person convicted of any offence against section 2, before any one or more justices of the peace for the district in which the offence was committed, upon the oath of one credible witness or more, or on view had of such offence by such justice of the peace, shall, upon conviction, be liable to a fine of not less than four nor more than twenty dollars, in the discretion of such justice of the peace, with all reasonable costs, both before and after conviction. R. S. 1925, c. 115, s. 3. Contra-
vention.

Fine.

Amende.

Prélève-
ment.

4. Après la condamnation, le juge de paix qui l'a prononcée peut émettre immédiatement son mandat de saisie contre les biens meubles et effets du contrevenant adressé à un constable dans le district, lui ordonnant de prélever l'amende et les frais sur les biens meubles et effets du contrevenant.

4. Upon any such conviction, the justice of the peace before whom such conviction is had, may forthwith issue his warrant of distress against the goods and chattels of the offender, directed to any constable in the said district, and commanding him to levy the said fine and costs on the goods and chattels of the offender. Distress.

Prison.

À défaut de paiement de telle amende et des frais et s'il n'est pas trouvé de biens

In default of payment of such fine and costs by such offender, and if no goods Imprison-
ment.

meubles et effets sur lesquels l'amende et les frais puissent être prélevés, le juge de paix doit confiner ce contrevenant dans la prison commune du district, pour un terme n'excédant pas trente jours, à moins que cette amende et les frais ne soient plus tôt payés. S. R. 1925, c. 115, a. 4.

and chattels of such offender can be found whereon such fine and costs can be levied as aforesaid, such justice of the peace shall commit such offender to the common gaol of the district for a term of not more than thirty days, unless the fine and costs be sooner paid. R. S. 1925, c. 115, s. 4.

Destina-
tion des
amendes.

5. La moitié des amendes prélevées ou perçues en vertu de la présente loi, appartient au dénonciateur, et l'autre moitié est payée au trésorier de la province pour les fins publiques. S. R. 1925, c. 115, a. 5.

5. One-half of all fines to be levied or collected by virtue of this act shall belong to the informer, and the other half shall be paid to the Provincial Treasurer, for the public uses of the Province. R. S. 1925, c. 115, s. 5.

Appro-
priation
of fines.

Pas
d'appel.

6. Il n'y a pas d'appel de la décision d'un juge de paix rendue en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 115, a. 6.

6. No appeal shall lie from the deci- No
sion of any justice of the peace rendered appeal.
under this act. R. S. 1925, c. 115, s. 6.

Pont de
péage.

7. 1. Toute personne, société ou compagnie, qui est propriétaire d'un pont de péage, peut afficher sur tel pont un avis par écrit ou imprimé en langues française et anglaise, portant défense à toute personne d'y conduire une voiture plus rapidement qu'au pas.

7. 1. Every person, firm or company Toll-
being the owner of any toll-bridge, may bridge.
cause to be posted on any such bridge, a
written or printed notice, in English and
French, prohibiting any person from driv-
ing any vehicle faster than at a walk on
such bridge.

Contra-
vention.

2. Quiconque, après l'affichage de cet avis, conduit sur le pont une voiture plus rapidement qu'au pas, ou coupe, mutile ou détériore une partie de ce pont, ou des poteaux, ou tout autre objet en faisant partie ou en dépendant, encourt une amende de pas moins de deux dollars ni de plus de vingt dollars, outre les dommages causés.

2. Whosoever, after such notice has been so posted, drives any vehicle faster than at a walk on any such bridge, or cuts, defaces or injures any part of such bridge, or the posts or any other object forming part thereof or depending therefrom, shall incur a fine of not less than Fine.
two nor more than twenty dollars, in addition to the damages caused.

Amende.

Poursuite.

3. Toute poursuite pour infraction au présent article peut être intentée par le propriétaire du pont, devant la Cour de magistrat ou la Cour de circuit ayant juridiction dans l'endroit où cette contravention a eu lieu, ou devant un juge de paix résidant dans la municipalité, s'il y en a, sinon devant un juge de paix résidant dans une municipalité voisine, dans le district. S. R. 1925, c. 115, a. 7.

3. Any suit for the contravention of Suit.
this section may be brought by the owner of any such bridge, before the Magistrate's Court or the Circuit Court having jurisdiction in the place where such contravention has taken place, or before any justice of the peace residing in the municipality, if there be one, or, if not, before any justice of the peace residing in a neighboring municipality in the district. R. S. 1925, c. 115, s. 7.